

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
RESTREINTE

E/CN.4/SR.1595  
17 février 1981

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1595ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mercredi 11 février 1981, à 10 heures

Président: M. CALERO RODRIGUES (Brésil)

SOMMAIRE

- Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discrimi-  
natoires et de la protection des minorités sur sa trente-troisième session  
(suite)
- Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires  
arabes occupés, y compris la Palestine (suite)
- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples  
assujettis à une domination coloniale et étrangère ou à l'occupation  
étrangère (suite)

La séance est ouverte à 10 h 10.

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES SUR SA TRENTE-TROISIEME SESSION  
(point 23 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1413; E/CN.4/1420)

1. M. von TRESKOW (République fédérale d'Allemagne) déclare que non seulement la Commission a une dette de gratitude envers Mme Daes, Rapporteur spécial, pour son excellente étude (E/CN.4/Sub.2/432/Rev.1 et Add. 1 à 7), mais encore elle lui doit des excuses pour avoir accordé assez peu d'attention à l'étude elle-même, préférant au contraire critiquer les travaux de l'ensemble de la Sous-Commission. La délégation de la République fédérale d'Allemagne tient à dire combien elle apprécie le travail de Mme Daes et de ses collègues, ainsi que les conclusions auxquelles elle est parvenue. Presque tous les points inscrits à l'ordre du jour de la Commission pourraient se réduire à la question du conflit permanent entre droits de l'homme de l'individu et autorité de l'Etat. Tous ces problèmes s'examinent non seulement à la Commission et à la Sous-Commission, mais dans bien d'autres réunions, y compris la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui a lieu actuellement à Madrid. Cette conférence, comme d'autres conférences régionales à venir sur les droits de l'homme, appréciera et utilisera l'étude de Mme Daes. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne manquera pas d'examiner avec soin cette étude.

2. M. von Treskow remercie la délégation brésilienne de son analyse du rapport de la Commission (E/CN.4/1413), qui sera une base utile pour les délibérations que la Commission consacrera aux points 11 et 23 de son ordre du jour. Toutefois, avant de critiquer les travaux de la Sous-Commission, la Commission devrait prendre en considération le fait que ces deux ou trois dernières années, elle n'a pratiquement pas tenu compte des activités de la Sous-Commission. Celle-ci n'en a pas moins fait un excellent travail, qu'il conviendrait d'encourager. Peut-être y a-t-il lieu de procéder à des corrections là où la Sous-Commission, privée des directives nécessaires de la Commission, a pu outrepasser sa compétence. Ce genre de problème, s'il existe, doit être examiné aussi à propos du point 11 de l'ordre du jour. M. von Treskow est certain que l'on peut trouver une solution, sans limiter en fait le mandat de la Sous-Commission.

3. En ce qui concerne les résolutions adoptées par la Sous-Commission à sa trente-troisième session, la délégation de la République fédérale d'Allemagne entend faire certaines réserves sur la proposition qui conduirait la Sous-Commission à tenir deux sessions par an: elle doute qu'une modification de cet ordre aboutisse à une plus grande efficacité. La délégation de la République fédérale d'Allemagne ne voudrait pas non plus que les sessions de la Sous-Commission aient lieu alternativement à New York et à Genève, car cette mesure n'aurait pour effet que d'accroître le coût de ces sessions.

4. Elle accepterait, en revanche, qu'on change le nom de la Sous-Commission, à condition de maintenir l'indépendance de ses membres. M. von Treskow souligne aussi ce qu'on a déjà dit au sujet de la participation des suppléants aux sessions de la Sous-Commission à la place des membres élus, pratique qui devrait cesser. La délégation de la République fédérale d'Allemagne trouve difficile aussi d'accepter la proposition énoncée dans la partie I de la résolution 8 (XXXIII) sur la création d'un fonds d'assistance pour les droits de l'homme. Elle ne saurait non plus accepter la suggestion énoncée dans la résolution 17 (XXXIII) de la Sous-Commission, selon laquelle cinq de ses membres devraient se réunir avant chaque session, car un tel groupe ne peut ni ne doit limiter les travaux d'un organe aussi utile que la Sous-Commission dans le domaine des droits de l'homme.

5. Puisque Mme Daes a été contrainte d'écouter tant de critiques sur les travaux de la Sous-Commission, critiques qu'elle aura certainement l'occasion de communiquer aux futurs membres de la Sous-Commission, la délégation de la République fédérale d'Allemagne serait heureuse que Mme Daes leur fasse part aussi de la satisfaction exprimée par tant de délégations à l'égard des travaux accomplis ces dernières années par la Sous-Commission.
6. M. SALAH-BEY (Algérie) trouve parfaitement justifiées les nombreuses observations faites par les orateurs précédents sur les aspects procéduraux des travaux de la Sous-Commission.
7. Il relève que, selon l'ordre du jour annoté, un certain nombre de résolutions de la Sous-Commission appellent des mesures de la part de la Commission. Toutefois, certaines des résolutions dont il s'agit ne s'adressent pas à la Commission.
8. Le rapport de la Sous-Commission soulève deux questions fondamentales. La première est de savoir comment la Commission va aborder l'examen du rapport de la Sous-Commission, puisque bien des points traités recouvrent en partie ou en totalité des questions inscrites à l'ordre du jour de la session actuelle de la Commission. Tout en se félicitant de ce que la Commission accorde à l'examen du rapport de la Sous-Commission plus de temps que d'ordinaire, la délégation algérienne estime que l'examen de ce rapport en tant que point particulier risque de faire double emploi avec l'examen d'autres points de l'ordre du jour. Par exemple, la résolution 24 (XXXIII) de la Sous-Commission soulève nombre de questions que la Commission doit examiner en détail. Aussi la Commission doit-elle décider si elle entend les examiner au titre du point 23 ou au titre du point pertinent de l'ordre du jour. Il est impossible, semble-t-il, d'examiner en détail la question au titre du point 23 dans les courts délais dont on dispose, donc impossible de parvenir à une décision sur cette partie du rapport de la Sous-Commission. En revanche, si l'on adopte la deuxième manière de faire, la Commission sera contrainte de fragmenter l'examen du rapport de la Sous-Commission. D'une manière générale, le secrétariat devrait s'efforcer d'établir entre les travaux de la Sous-Commission et les points inscrits à l'ordre du jour de la Commission des corrélations plus précises que celles qui ont été établies dans l'ordre du jour annoté.
9. La deuxième question que soulève le rapport est celle des compétences et des fonctions de la Sous-Commission. Comme le représentant du Brésil, M. Salah-Bey doute que la Sous-Commission puisse s'adresser directement au Secrétaire général ou aux gouvernements, ou puisse adopter des positions particulières sur tel ou tel problème.
10. D'une manière générale, la Commission devrait examiner très sérieusement la nécessité d'éviter les doubles emplois entre ses travaux et ceux de la Sous-Commission. La différence entre la composition de la Sous-Commission, groupe d'experts élus pour leurs compétences, sur une base géographique équitable, et la Commission, organe composé de représentants d'Etats, et la subordination de celle-là par rapport à celle-ci imposent la recherche d'une solution au problème des fonctions de ces deux organes.
11. Il faudrait que la Sous-Commission se consacre à l'examen détaillé et objectif de certaines questions de grande importance comme le sujet de l'étude faite par Mme Daes. Le nouvel ordre économique international et la promotion des droits de l'homme, qui recoupe le point 8 de l'ordre du jour de la Commission, et, en particulier, le droit au développement, sont d'autres thèmes que la Sous-Commission pourrait examiner de manière approfondie. A cet égard, M. Salah-Bey note que les développements du chapitre IV du rapport de la Sous-Commission ne font qu'effleurer

un vaste sujet complexe dont l'importance n'a pas échappé à la Commission. Si la position prise par la délégation algérienne sur un certain nombre de questions traitées dans le rapport de la Sous-Commission est bien connue, ce rapport traite aussi d'autres questions sur lesquelles la délégation algérienne ne pourra prendre position qu'après un examen plus approfondi.

12. M. SOYER (France) souligne la constance avec laquelle la Sous-Commission apporte une contribution irremplaçable à la cause des droits de l'homme.

13. Se référant au rapport de la Sous-Commission sur sa trente-troisième session, il fait observer que, dans la résolution 17 (XXXIII), la Sous-Commission prie le Secrétaire général d'inviter les gouvernements et les institutions internationales publiques et privées à communiquer tous renseignements concernant les personnes détenues pour qu'ils lui soient transmis. Il aurait fallu commencer par soumettre cette requête à la Commission pour examen. Elle risque en effet de faire double emploi avec des demandes analogues présentées par la Commission pour un autre groupe et de compromettre dans une certaine mesure l'efficacité de ce dernier.

14. De même, dans sa résolution 23 (XXXIII), la Sous-Commission s'est adressée directement aux gouvernements et aux diverses institutions. Là encore, elle aurait dû demander l'agrément de la Commission puisque la démarche dont il s'agit met en cause un gouvernement.

15. Des critiques analogues peuvent être formulées à propos des résolutions 14 (XXXIII), 15 (XXXIII) et 20 (XXXIII). Il en est de même pour l'action proposée dans la résolution 22 (XXXIII); cette action est sans aucun doute souhaitable, mais il appartient à la Commission elle-même de décider dans chaque cas si la situation des droits de l'homme dans tel ou tel pays doit faire l'objet d'une étude sur place. La résolution 25 (XXXIII) appelle des remarques du même ordre.

16. La délégation française est prête à accueillir favorablement toute initiative propre à renforcer la protection internationale des droits de l'homme, mais elle se demande dans quelle mesure l'indépendance que semble revendiquer la Sous-Commission serait susceptible d'y contribuer efficacement. Pas plus que la Commission elle-même, la Sous-Commission n'est habilitée à traiter des cas individuels et elle ne peut connaître des violations des droits de l'homme que sous l'aspect de "situations". La délégation française est convaincue qu'en l'état actuel des choses, l'examen des "situations" doit, pour être efficace, être amorcé et mené à bien par des instances internationales gouvernementales. Il est vrai que, d'une manière générale, les Etats supportent difficilement d'être soumis à un contrôle par les instances internationales, mais il est erroné d'en conclure que la fonction de protection des droits de l'homme doit être confiée à des organes composés d'experts agissant à titre personnel plutôt qu'à des organes gouvernementaux. Il n'est pas interdit de penser qu'une action de protection pourrait être conduite plus efficacement par des personnalités hautement compétentes, mais il faut d'abord que les Etats soient prêts à accepter cette procédure et il ne semble pas que ce soit le cas à l'heure actuelle. De plus, en ce qui concerne les divers Etats où la situation des droits de l'homme est mise en cause, la délégation française estime que l'action entreprise par des instances gouvernementales sera plus efficace que celle dont l'initiative et la poursuite seraient le fait d'experts agissant à titre personnel. En l'état actuel des choses, la Commission des droits de l'homme est le plus solide espoir des personnes et des peuples victimes de violations. C'est pourquoi il faut renforcer son rôle et non pas le réduire.

17. La Sous-Commission est un outil que la Commission doit utiliser pleinement. La haute compétence de ses membres, leur expérience, leur dévouement aux droits de l'homme lui donnent vocation à agir aussi bien pour la protection de ces droits que pour leur promotion. En matière de violation des droits de l'homme, la Sous-Commission a pour fonction de rassembler et d'analyser toutes les informations d'origine privée, celles surtout qui proviennent d'organisations non gouvernementales, pour informer la Commission des situations préoccupantes et suggérer les mesures à prendre.

18. Dans l'accomplissement de ses fonctions entre ses sessions, la Commission pourrait et devrait faire largement appel aux ressources que lui offre sa Sous-Commission, celle-ci agissant à sa demande et sous son contrôle.

19. M. OGURTSOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que le document E/CN.4/1413 révèle une nette tendance de la Sous-Commission à outrepasser son mandat, tendance contre laquelle sa délégation s'est vigoureusement élevée. Une pratique contestable de la Sous-Commission a consisté à prendre des décisions sans consulter la Commission des droits de l'homme, outrepassant ainsi non seulement sa propre compétence mais même celle de la Commission. La Sous-Commission a, par exemple, proposé de créer un mécanisme spécial pour le rassemblement d'informations sur la situation des droits de l'homme à travers le monde. Les membres de la Sous-Commission ont même revendiqué le droit de se rendre dans un pays où ils estimaient qu'il y avait eu atteinte aux droits de l'homme. De telles initiatives émanant de la Sous-Commission sont clairement en contradiction avec les décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

20. Dans sa résolution 17 (XXXVIII), la Sous-Commission a recommandé que son Président soit autorisé à désigner un groupe de cinq de ses membres qui se réunirait avant chaque session de la Sous-Commission pour analyser la documentation reçue au sujet de la situation des droits de l'homme dans le cas des personnes soumises à une forme quelconque de détention. Dans sa résolution 25 (XXXVIII) la Sous-Commission a outrepassé sa compétence en s'adressant directement au Secrétaire général, à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social. Ces propositions ainsi que d'autres contenues dans la résolution 27 (XXXVIII) représentent une tentative pour transformer la Sous-Commission en un organe qui agirait indépendamment de la Commission. La délégation biélorussienne s'élève contre toutes ces prétentions injustifiées. La Sous-Commission doit s'en tenir à son mandat, qui est d'entreprendre des études et de formuler des recommandations à la Commission et de s'acquitter de toute autre tâche qui lui serait confiée par le Conseil économique et social et la Commission.

21. Dans sa résolution 23 (XXXVI), la Commission a prié la Sous-Commission de continuer d'examiner la question des devoirs de l'individu envers la communauté et des limitations aux droits et libertés de l'homme en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de faire part à la Commission de ses conclusions et recommandations. Dans cette même résolution, la Commission a insisté sur le fait que, dans l'exercice de ses droits et la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents. Or, dans sa résolution 7(XXXVIII), au lieu d'adopter la procédure normale consistant à demander à la Commission d'examiner l'étude et de faire des observations nécessaires à son sujet, la Sous-Commission a décidé de prier le Secrétaire général d'apporter au Rapporteur spécial toute l'aide dont elle pourra avoir besoin et de demander que l'étude fasse l'objet de la distribution la plus large possible. Les incidences financières de cette proposition

atteignent 123 950 dollars des Etats-Unis. Il est douteux que l'Assemblée générale approuve de pareilles dépenses à propos d'une étude sur laquelle la Commission n'est parvenue à aucune conclusion.

22. En outre, la Sous-Commission a pris une décision à propos d'une autre étude sur la condition de l'individu en droit international contemporain. La délégation biélorussienne s'étonne que la Sous-Commission ait fait sienne la recommandation relative à cette seconde étude sans avoir soumis la première pour examen à la Commission. A la trente-sixième session de la Commission, la délégation biélorussienne a participé activement à la rédaction de la résolution 23 (XXXVI), qui a été adoptée à l'unanimité. Or, ni la résolution 6 (XXXIII), ni la résolution 7 (XXXIII) ne font référence à cette résolution.

23. A sa trente-troisième session, la Commission des droits de l'homme a adopté une résolution relative au point intitulé "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique", qui charge la Sous-Commission d'examiner, à la lumière des dispositions de la Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité, les recherches pertinentes consacrées à la question et de présenter ses vues à la Commission. Or, aucun examen de ce genre n'a encore été fait.

24. A sa trente-troisième session, la Sous-Commission a adopté deux résolutions sur la question des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique (résolution 11 (XXXIII) et 12 (XXXIII) qui couvrent un certain nombre de sujets mais n'abordent pas au fond la tâche qui lui avait été confiée.

25. Il semble à la délégation biélorussienne que beaucoup de résolutions de la Sous-Commission ont été adoptées sans avoir fait l'objet d'une étude suffisante car comment expliquer autrement le fait que la Sous-Commission ait, par l'entremise de la Commission, prié le Secrétaire général d'inviter les gouvernements, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales à transmettre, par son entremise, à la Commission à sa trente-septième session, des renseignements, des vues ou des observations sur certains points (résolution 18 (XXXIII), paragraphe 5 du dispositif). On pourrait demander quelle décision autorise la Sous-Commission à formuler des demandes au nom de la Commission. La réponse est, aucune.

26. M. Ogurtsov considère que le Service juridique s'est desservi en formulant une opinion non fondée (E/CN.4/1413, page 54) qui déforme les faits et donne une interprétation arbitraire des dispositions de la Charte des Nations Unies. A ce propos, M. Ogurtsov n'arrive pas à comprendre comment il est possible de conclure que l'Article 98 de la Charte n'implique pas que les organes subsidiaires ne peuvent prétendre à une assistance du Secrétaire général, alors que ce texte ne mentionne que les organes principaux de l'Organisation des Nations Unies. Il n'est pas non plus convaincu par les efforts du Service juridique pour justifier les activités de la Sous-Commission qui outrepassent son mandat en affirmant que son action correspond à l'évolution intervenue dans la pratique. La délégation biélorussienne désapprouve fortement cette évolution.

27. M. Ogurtsov estime que le moment est venu pour la Sous-Commission de justifier son titre en s'en tenant strictement à son mandat et en accomplissant les tâches qui lui sont assignées par la Commission des droits de l'homme, dont elle est l'organe subsidiaire.

28. Mlle von ROEMER (Confédération internationale des syndicats libres) dit que la tâche importante accomplie par la Sous-Commission durant sa trente-troisième session, en particulier avec l'adoption de plusieurs résolutions tendant à renforcer l'efficacité de l'action de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la protection des droits de l'homme, apporte une lueur d'espoir alors même que se multiplient les violations des droits de l'homme et des droits syndicaux.

29. La délégation de la Confédération a peine à comprendre les critiques adressées à la Sous-Commission. Pour elle, toute tentative d'affaiblir la Sous-Commission ou d'entraver ses activités ne peut que porter gravement tort à la cause des droits de l'homme dans le monde entier.

30. Quant aux résolutions qui appellent une décision de la Commission au titre du point de l'ordre du jour examiné, la délégation de la CISL appuie pleinement celles d'entre elles qui concernent la question de l'esclavage, phénomène qui prend des proportions effrayantes. La Confédération estime aussi que l'étude recommandée sur la condition de l'individu en droit international contemporain relatif aux droits de l'homme pourrait apporter une contribution précieuse à une cause que le mouvement international des syndicats libres soutient depuis toujours. En revanche, elle éprouve de vives réserves au sujet de la proposition formulée dans la résolution 7 (XXXIII) concernant l'élaboration d'un projet de déclaration définissant les limitations et restrictions à l'exercice de certains droits de l'homme. Chacun sait que les clauses de limitation qui figurent dans les instruments existants sur les droits de l'homme tendent à être interprétées assez largement par les gouvernements et sont constamment invoquées pour justifier toutes sortes de mesures répressives. En outre, les restrictions passagères ont tendance à devenir permanentes, ainsi qu'on a pu l'observer dans de nombreux cas, dont ceux qui sont inscrits à l'ordre du jour des différents organes de l'ONU depuis plusieurs années.

31. La CISL a de même dénoncé à de multiples reprises les risques que l'on court à considérer les droits civils et politiques comme un luxe réservé aux riches. Elle se trouve donc en total désaccord avec l'affirmation selon laquelle le développement économique et social peut être accéléré au prix de restrictions temporaires des droits de l'homme. Au contraire, les droits de l'homme fondamentaux, tels que la liberté de réunion et d'expression et le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer, sont essentiels à l'accession au développement économique et social.

32. On voit donc difficilement comment la déclaration proposée pourrait contribuer de façon constructive à la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Mieux vaudrait autoriser la Sous-Commission à rédiger une étude sur les relations entre la promotion des droits de l'homme de l'individu et celle du bien-être général. Un tel travail aiderait à mieux comprendre un principe qui fait partie de la réalité quotidienne dans la vie de tout syndicaliste, celui de l'indivisibilité des droits de l'homme.

33. Mme DAES (Rapporteur spécial) remercie les membres de la Commission qui ont exprimé leur soutien aux résolutions 6 (XXXIII) et 7 (XXXIII) de la Sous-Commission fondées sur les conclusions et recommandations exprimées dans son étude (E/CN.4/Sub.2/432/Rev.1 et Add.1 à 7).

34. Au sujet de l'observation faite par le représentant de la République arabe syrienne concernant la réponse du Gouvernement israélien, elle tient à déclarer officiellement que c'est en toute responsabilité, objectivité et équité qu'elle a présenté les réponses des gouvernements qui lui ont été transmises par la Division des droits de l'homme. De plus, l'ensemble du rapport et les conclusions pertinentes

expriment le droit de quiconque à la liberté de mouvement et de résidence à l'intérieur des frontières d'un Etat et le droit pour quiconque de quitter tout pays, y compris le sien, et d'y revenir. Ainsi le veulent la lettre et l'esprit de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme auquel elle adhère sans réserve et qu'elle souhaiterait voir respecter effectivement en tous lieux.

35. Au sujet de la déclaration du représentant des Philippines, elle déclare qu'elle ajoutera un paragraphe au passage pertinent du rapport concernant la Constitution des Philippines de 1973.

36. Mme Daes prie, en outre, le Président de bien vouloir demander au représentant de la République fédérale d'Allemagne de transmettre à son gouvernement l'expression de sa profonde reconnaissance pour l'assistance précieuse qu'il lui a accordée durant sa visite officielle à Bonn, trois ans auparavant. Elle mentionne expressément ce fait parce qu'il constitue un bon exemple de coopération utile entre la Sous-Commission, ses rapporteurs spéciaux et les divers gouvernements.

37. Au sujet de la déclaration du représentant de la RSS de Biélorussie, elle souligne que, pour rédiger les conclusions et recommandations de son étude, elle a tenu compte de la résolution 23 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme.

38. M. van BOVEN (Directeur de la Division des droits de l'homme) relève qu'au cours du débat sur le point examiné, le représentant du Brésil a formulé certaines observations plutôt sibyllines sur le rôle du Secrétariat; il souhaite réaffirmer quelques-uns des principes qui guident le Secrétariat dans son attitude à l'égard des divers organes avec lesquels il collabore.

39. Le premier principe général est énoncé dans l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice dans l'affaire concernant certaines dépenses des Nations Unies. La cour a déclaré : "dans les systèmes juridiques des Etats, on trouve souvent une procédure pour déterminer la validité d'un acte même législatif ou gouvernemental, mais on ne rencontre dans la structure des Nations Unies aucune procédure analogue. Certaines propositions présentées pendant la rédaction de la Charte et qui visaient à remettre à la Cour internationale de Justice l'autorité suprême d'interpréter la Charte, n'ont pas été adoptées ... Comme il a été prévu en 1945, chaque organe doit donc, tout au moins en premier lieu, déterminer sa propre compétence" (Rapport de la CIJ, 1962, p. 168). Selon le Secrétariat, ce principe s'applique, aussi, mutatis mutandis, aux organes subsidiaires.

40. D'autre part, on admet généralement le principe selon lequel certaines décisions prises par un organe subsidiaire sont valables même si elles n'ont pas été expressément entérinées par l'instance supérieure; il en va ainsi, par exemple, des décisions prises conformément au mandat de l'organe subsidiaire, des décisions prises dans un cadre fixé par une instance supérieure ou des décisions de procédure concernant l'organisation interne des travaux.

41. En troisième lieu, si l'on garde présents à l'esprit les deux premiers principes, il existe, du point de vue du Secrétariat, une présomption simple de validité des décisions d'un organe ou d'un organe subsidiaire, à moins que l'illégalité soit manifeste ou éclatante. En cas de doute, le Secrétariat consulte le Cabinet du Conseiller juridique et règle sa conduite sur l'avis qu'il reçoit.

42. Enfin, dans les cas litigieux, il n'appartient nullement au Secrétariat d'engager la controverse, mais il incombe plutôt à l'instance supérieure compétente - en l'occurrence la Commission des droits de l'homme - de se prononcer sur la question.



43. Il convient d'observer qu'aucune décision d'un organe subsidiaire ni d'aucun autre organe comportant des incidences financières, au sens donné à cette expression par l'ONU, n'est exécutée par la Division sans que les autorités financières compétentes aient approuvé les dépenses correspondantes. Dans la pratique normale, l'envoi de notes verbales ou de lettres en exécution de la décision d'un organe ou d'un organe subsidiaire est considéré comme relevant des responsabilités administratives courantes du Secrétariat et l'on n'expose généralement pas les incidences financières attachées à l'envoi d'une telle correspondance.

44. La question se pose de savoir si la Division des droits de l'homme peut commencer à exécuter des recommandations ou des décisions de la Sous-Commission avant que la Commission ait examiné le rapport de la Sous-Commission. Si la Commission entend - sans cependant l'avoir jamais déclaré expressément - que la Division attende l'approbation expresse de la Commission avant d'exécuter de telles recommandations ou décisions, la Division respectera assurément des instructions en ce sens. Toutefois, aucune instruction de ce type n'a jamais été donnée. Si la Sous-Commission, dans l'exercice de son jugement, considère qu'une mesure particulière, qu'elle estime éventuellement urgente, relève de son mandat, le Secrétariat doit-il se trouver en situation de retarder l'exécution de recommandations tendant à cette fin et, partant, de ruiner l'efficacité des activités de la Sous-Commission et de la Commission ? Le Secrétariat doit agir sur la base de la validité présumée des décisions d'un organe ou d'un organe subsidiaire et, faute d'une indication évidente de non-validité, ne peut être mis en position de juger si la demande d'un organe ou d'un organe subsidiaire est valable pour décider s'il doit l'exécuter.

45. Le représentant du Brésil et certains autres représentants ont déclaré que le Secrétariat doit guider la Sous-Commission quant à sa compétence et à son rôle précis. Il s'agit de savoir s'il appartient au Secrétariat de donner des leçons à la Sous-Commission. Le Secrétariat peut certainement donner un avis, mais lui appartient-il de se prononcer sur des questions concernant le rôle et la compétence de la Sous-Commission et d'examiner la validité des décisions de la Sous-Commission ou d'autres organes de l'ONU ?

46. Le Secrétariat s'attache à servir fidèlement et avec diligence les nombreux organes qui fonctionnent au titre du programme concernant les droits de l'homme. M. van Boven n'ignore pas qu'assez souvent, certaines délégations éprouvent, pour des raisons diverses, quelque gêne à propos de certains événements ou de certaines décisions prises par des organes s'occupant des droits de l'homme. Il arrive fréquemment que le Secrétariat doive prendre sa part des critiques formulées par les délégations. Un tel rôle n'est peut-être guère plaisant, mais aussi longtemps que le Secrétariat et la Division pourront envisager leur rôle dans la perspective de la promotion et de la protection des droits de l'homme, ils continueront d'assumer leur tâche et de servir au mieux la Commission, la Sous-Commission et les autres organes compétents en matière de droits de l'homme.

47. M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba) dit que la Commission a eu une discussion très utile et très instructive. Mais il pourrait y avoir d'autres éléments à ajouter; aussi la délégation cubaine pense-t-elle que l'on devrait laisser le débat ouvert au cas où des délégations voudraient soulever des points particuliers.

48. M. van BOVEN (Directeur de la Division des droits de l'homme), répondant à une question de M. BEAULNE (Canada), dit que la Division est prête à demander l'avis du Conseiller juridique concernant la capacité des membres de la Sous-Commission de désigner des suppléants en application du paragraphe 2 de l'article 13 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

49. M. MARTINEZ (Argentine) renvoie à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice cité par le Directeur de la Division des droits de l'homme. Bien que cette décision concerne une affaire précise, il y a indubitablement une tendance croissante des organes des Nations Unies à décider eux-mêmes de l'interprétation de leur mandat. La délégation argentine ne voit pas comment un organe subsidiaire peut s'arroger le droit de modifier le mandat qui lui a été conféré.

50. M. DIEYE (Sénégal) dit que la question du recours à des suppléants devrait être examinée en tenant compte des problèmes juridiques qui ont été soulevés. Peut-être les membres de la Sous-Commission devraient-ils être nommés pour une session donnée plutôt qu'à plus long terme.

51. Le PRESIDENT dit que la question soulevée par le représentant de l'Argentine concernant l'interprétation des mandats risque de donner lieu à une assez longue discussion, dans laquelle il conviendrait notamment d'analyser la position du Secrétariat, et que le moment est peut-être mal choisi pour cela. Il est convaincu que l'on pourra arriver à une décision appropriée ne tenant pas compte seulement des aspects juridiques du problème, lorsque la Commission étudiera ses rapports avec la Sous-Commission.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE (point 4 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/L.1549)

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE OU A L'OCCUPATION ETRANGERE (point 9 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/L.1550)

52. Le PRESIDENT annonce que la délégation de la Mongolie s'est jointe aux coauteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1549 et que, conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la délégation de l'Iran est devenue coauteur des projets de résolution E/CN.4/L.1549 et E/CN.4/L.1550.

53. M. GARVALOV (Bulgarie) demande que la Bulgarie soit ajoutée à la liste des coauteurs des deux projets de résolution.

54. M. GONZALES DE LEON (Mexique), se référant à la partie A du projet de résolution E/CN.4/L.1549, dit que si les coauteurs acceptaient de supprimer la dernière partie du huitième alinéa du préambule qui commence par les mots "qui, entre autres choses", la délégation mexicaine serait prête à voter en faveur de cette partie du projet de résolution. Pour ce qui est de la partie B, il propose que les mots "constitue une grave menace pour la paix et la sécurité mondiales", au quatrième alinéa du préambule, soient remplacés par les mots "crée une situation lourde de conséquences"; cet amendement supprimerait les difficultés rencontrées par sa délégation et, semble-t-il, par certaines autres également.

55. M. RANGACHARI (Inde) dit que les auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1549 espèrent que ce projet sera adopté par la plus grande majorité possible tant il est vrai que, comme l'a dit l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine, l'adoption de telles résolutions par des organes des Nations Unies est un grand soutien moral pour le peuple palestinien. Les coauteurs sont prêts à accepter les modifications proposées par la délégation mexicaine si cela peut améliorer les chances qu'a ce projet d'être accepté.

56. Le PRESIDENT dit qu'il considère donc que les deux amendements proposés par la délégation mexicaine ont été acceptés par les auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1549.

57. M. BEAULNE (Canada) dit que sa délégation trouve acceptable le texte du quatrième alinéa du préambule de la partie B du projet de résolution, tel qu'il a été modifié, mais qu'il lui est toujours impossible d'accepter le huitième alinéa du préambule de la partie A, même après modification.
58. M. DIEYE (Sénégal), prenant la parole en tant que coauteur du projet de résolution E/CN.4/L.1549, dit qu'il faudrait apporter une légère modification à la version française du texte de la partie A, pour l'aligner sur l'anglais; au paragraphe 4 du dispositif, il conviendrait de remplacer l'expression "des crimes contre l'humanité" par l'expression "un affront contre l'humanité".
59. M. BOEL (Danemark) dit que le huitième alinéa du préambule de la partie A du projet de résolution, même tel qu'il a été modifié oralement, est inacceptable pour sa délégation, car le Programme d'action en question contient des allusions politiques auxquelles le Danemark ne peut souscrire. La délégation danoise demande donc qu'il y ait un vote séparé sur ce paragraphe.
60. Le PRESIDENT invite les délégations qui le désirent à expliquer leur vote sur les projets de résolution E/CN.4/L.1449 et E/CN.4/L.1550.
61. M. BEMPU (Zaïre) dit que son pays a toujours soutenu le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Toutefois, sa délégation ne peut pas accepter les paragraphes 4 à 7 inclus du dispositif du projet de résolution E/CN.4/L.1550, car elle estime que les accords de Camp David représentent bel et bien un pas en avant vers la paix dans la région et une base possible de règlement négocié.
62. La délégation zaïroise votera en faveur du projet de résolution E/CN.4/L.1549.
63. M. MUBANGA-CHIPOYA (Zambie) dit qu'il ne voit pas comment on peut trouver à redire à la dernière partie du huitième alinéa du préambule du projet de résolution E/CN.4/L.1549, car l'impérialisme, le colonialisme, le sionisme et le racisme constituent incontestablement des obstacles à l'égalité. Toutefois, il accepterait que ces mots soient supprimés si les coauteurs étaient d'accord.
64. Il n'a pas d'objections à formuler sur l'ensemble du projet de résolution E/CN.4/L.1550, mais s'inquiète néanmoins du contenu du paragraphe 4 de son dispositif. Quels qu'aient été les autres résultats des accords de Camp David, le fait est qu'il n'y a eu aucune guerre entre Israël et les Etats arabes depuis leur conclusion. On voit mal comment les Nations Unies pourraient se déclarer préoccupées de mesures qui ont contribué à ce qui devrait être leur objectif primordial, à savoir la paix.
65. Mme ODIO BENITO (Costa Rica) dit, à propos du projet de résolution E/CN.4/L.1550, que son pays soutient le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, mais est également très attaché à la paix mondiale et ne peut donc pas rejeter la tentative de règlement pacifique d'un différend que sont les accords de Camp David. Elle demande qu'il y ait un vote séparé sur les paragraphes 1 et 2 ensemble, et que l'on vote aussi séparément sur les paragraphes 3, 4, 5, 6 et 7.
66. M. BAUMANN (République fédérale d'Allemagne) dit que si le huitième alinéa du préambule du projet de résolution E/CN.4/L.1549 est mis aux voix séparément, sa délégation votera contre, pour les mêmes raisons que le représentant du Danemark. Elle votera aussi contre les paragraphes 4 à 7, car elle donne une signification différente à des expressions comme celle de "crimes de guerre". Elle s'abstiendra dans le vote sur le reste de la partie A mais votera en faveur de la partie B, telle qu'elle a été modifiée par le représentant du Mexique.

67. La délégation de la République fédérale d'Allemagne votera contre le projet de résolution E/CN.4/L.1550 car il rejette les accords de Camp David et ne reconnaît pas le droit à l'existence d'Israël.

68. M. BEAULNE (Canada) dit que l'acceptation de l'amendement du Mexique au quatrième alinéa du préambule de la partie B du projet de résolution E/CN.4/L.1549 permet à sa délégation d'appuyer cette partie du texte. Toutefois, le Canada a des réserves à formuler concernant le paragraphe 3 du dispositif, car il considère que le mot "condamne" est à la fois trop fort et inutilement provocateur.

69. M. NOVAK (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation votera contre les projets de résolutions à l'examen car ils vont à l'encontre de l'évidence et de la raison en mêlant constamment vérité et mensonge et en déformant le sens des mots d'une manière qui ne peut qu'être néfaste aux droits de l'homme, y compris les droits de l'homme du peuple palestinien. Le fait d'avoir placé sur le même plan le sionisme et le racisme au huitième alinéa du préambule de la partie A du projet de résolution E/CN.4/L.1549 est un exemple particulièrement odieux de cette déformation.

70. M. EL-PATTAL (République arabe syrienne), prenant la parole pour une notion d'ordre, dit que le représentant des Etats-Unis cite des mots qui ont déjà été supprimés et qu'il n'a pas le droit de se référer à quelque chose qui n'existe plus.

71. M. NOVAK (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il y a déjà plus haut dans le préambule de la partie A du projet de résolution E/CN.4/L.1549 une allusion indirecte au fait que sionisme égale racisme. Poursuivant sa déclaration, il déclare qu'un langage aussi abusif montre la faillite morale de ceux qui l'utilisent et met au jour leurs véritables intentions qui sont la destruction de l'Etat d'Israël. Il est certain que les Palestiniens ont des droits inaliénables, mais il faut concilier ces droits avec le droit d'Israël d'exister en paix. En conséquence, la délégation des Etats-Unis votera contre la partie A. La partie B est également très sujette à critique car les auteurs ont passé délibérément sous silence la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qui demande le retrait des territoires occupés après des négociations pacifiques, et font référence, au paragraphe 1 du dispositif aux "territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem". La délégation des Etats-Unis votera donc également contre cette partie.

72. Pour des raisons analogues, la délégation des Etats-Unis votera aussi contre le projet de résolution E/CN.4/L.1550 qui condamne un processus de négociation visant à instaurer la paix entre des Etats Membres des Nations Unies, ce qui n'est certainement pas une violation des droits de l'homme. Ce projet est, de surcroît, très partisan puisqu'il reconnaît le droit des Palestiniens à un Etat sans reconnaître en même temps le droit à l'existence d'Israël et ne fait allusion à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité qu'en des termes critiques.

73. Il est procédé au vote par appel nominal sur le huitième alinéa du préambule, tel qu'il a été modifié, de la section A du projet de résolution E/CN.4/L.1549.

Votent pour : Algérie, Argentine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chypre, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mexique, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Costa Rica, Fidji, Pérou, Uruguay.

74. Par 23 voix contre 10, avec 4 abstentions, le huitième alinéa du préambule, tel qu'il a été modifié, de la section A du projet de résolution E/CN.4/L.1549, est adopté.

75. Il est procédé au vote par appel nominal sur la section A du projet de résolution E/CN.4/L.1549 dans son ensemble.

Votent pour : Algérie, Argentine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chypre, Costa Rica, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mexique, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Australie, Canada, États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Danemark, Fidji, France, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

76. Par 31 voix contre 3, avec 8 abstentions, la section A du projet de résolution E/CN.4/L.1549 est adoptée dans son ensemble.

77. Il est procédé au vote par appel nominal sur la section B du projet de résolution E/CN.4/L.1549, dans son ensemble.

Votent pour : Algérie, Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Chypre, Costa Rica, Cuba, Danemark, Ethiopie, Fidji, France, Ghana, Grèce, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mexique, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Néant.

78. Par 41 voix contre une, la section B du projet de résolution E/CN.4/L.1549 est adoptée dans son ensemble.

79. Il est procédé au vote par appel nominal sur les paragraphes 1 et 2 du projet de résolution E/CN.4/L.1550.

Votent pour : Algérie, Argentine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chypre, Costa Rica, Cuba, Ethiopie, Ghana, Grèce, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mexique, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, Sénégal, République socialiste soviétique de Biélorussie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Danemark, Fidji, France, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

80. Par 32 voix contre une, avec 9 abstentions, les paragraphes 1 et 2 du projet de résolution E/CN.4/L.1550 sont adoptés.

81. Il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 3 du projet de résolution E/CN.4/L.1550.

Votent pour : Algérie, Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Chypre, Costa Rica, Cuba, Danemark, Ethiopie, Fidji, France, Ghana, Grèce, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mexique, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Néant.

82. Par 41 voix contre une le paragraphe 3 du projet de résolution E/CN.4/L.1550 est adopté.

83. Il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 4 du projet de résolution E/CN.4/L.1550.

Votent pour : Algérie, Bulgarie, Burundi, Chypre, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mexique, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Costa Rica, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Zaïre.

S'abstiennent : Argentine, Brésil, Fidji, France, Grèce, Pérou, Philippines.

84. Par 24 voix contre 11, avec 7 abstentions, le paragraphe 4 du projet de résolution E/CN.4/L.1550 est adopté.

85. Il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 5 du projet de résolution E/CN.4/L.1550.

Votent pour : Algérie, Argentine, Bulgarie, Burundi, Chypre, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Costa Rica, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Zaïre.

S'abstiennent : Brésil, Fidji, France, Grèce, Mexique, Panama, Pérou, Philippines.

86. Par 23 voix contre 11, avec 8 abstentions, le paragraphe 5 du projet de résolution E/CN.4/L.1550 est adopté.

87. Il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 6 du projet de résolution E/CN.4/L.1550.

Votent pour : Algérie, Argentine, Bulgarie, Burundi, Chypre, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Costa Rica, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Zaïre.

S'abstiennent : Brésil, Fidji, France, Grèce, Mexique, Panama, Pérou, Philippines.

88. Par 23 voix contre 11, avec 8 abstentions, le paragraphe 6 du projet de résolution E/CN.4/L.1550 est adopté.

89. Il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 7 du projet de résolution E/CN.4/L.1550.

Votent pour : Algérie, Bulgarie, Burundi, Chypre, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Costa Rica, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Zaïre.

S'abstiennent : Argentine, Brésil, Fidji, France, Grèce, Mexique, Panama, Pérou, Philippines, Sénégal.

90. Par 21 voix contre 11, avec 10 abstentions, le paragraphe 7 du projet de résolution E/CN.4/L.1550 est adopté.

91. Il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution E/CN.4/L.1550 dans son ensemble.

Votent pour : Algérie, Argentine, Bulgarie, Burundi, Chypre, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Zaïre.

S'abstiennent : Brésil, Costa Rica, Fidji, France, Grèce, Mexique, Panama, Philippines.

92. Par 25 voix contre 9, avec 8 abstentions, le projet de résolution E/CN.4/L.1550 est adopté dans son ensemble.

La séance est levée à 13 h 10.